

LE TOURNANT ETHNO-SOCIALISTE DU FRONT NATIONAL

Dominique Reynié

S.E.R. | Études

**2011/11 - Tome 415
pages 463 à 472**

ISSN 0014-1941

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-2011-11-page-463.htm>

Pour citer cet article :

Reynié Dominique, « Le tournant ethno-socialiste du Front national »,
Études, 2011/11 Tome 415, p. 463-472.

Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

© S.E.R.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le tournant ethno-socialiste du Front national

DOMINIQUE REYNIÉ

EN 40 ans, le Front national (FN) a profondément changé. Porté par des circonstances et les talents médiatiques de son fondateur, le FN a cependant fait l'expérience de ses limites : les exploits dont il s'est montré capable n'ont pu déboucher sur rien. L'échec de 2007 a mis en péril l'existence de ce parti. Il a depuis engagé une profonde transformation avec l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, en 2011. Son travail programmatique est plus systématique et plus ambitieux. Désormais servi par un contexte de crise financière majeure et par l'usure de la droite de gouvernement au pouvoir depuis 10 ans, le Front national espère absorber une part déterminante de la droite française, en 2012.

Le premier Front national : une fédération d'extrêmes droites

De 1972, l'année de sa création, et jusqu'au début des années 80, le Front national reste pris dans le monde parallèle et obscur de l'extrême droite, refusant plus ou moins explicitement de se rallier à l'héritage de la Révolution française et des Droits de l'homme. À sa création, le parti est une entreprise d'unification de groupuscules confinés dans les marges de la radicalité idéologique. Sur le plan de l'organisation, cette

Professeur des Universités à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

phase est un succès, si l'on veut bien considérer que le Front national s'impose comme le principal parti d'extrême droite, au terme d'une période de luttes internes intenses d'où les coups de poing ne sont pas absents. Dès le départ, l'insécurité et l'immigration sont des thèmes de prédilection. Mais les résultats électoraux ne sont pas au rendez-vous. Au scrutin présidentiel de 1974, Jean-Marie Le Pen recueille 0,75 % des suffrages exprimés. Aux législatives de 1978, le FN n'existe pas (0,25 %) ; il est absent des élections européennes de 1979 ; enfin, en 1981, Jean-Marie Le Pen échoue à réunir les signatures nécessaires pour présenter sa candidature à la présidentielle.

La droite radicale peine à trouver ses marques dans une époque conditionnée par l'après-guerre, la fin de l'empire colonial, l'attachement des Français à la démocratie et leur adhésion à la construction européenne. L'extrême droite traditionnelle n'a plus sa place dans le monde des Trente Glorieuses. Le Parti communiste lui-même voit faiblir son influence, bien avant l'effondrement historique du communisme, en 1989¹.

1. Cf. Dominique Andolfatto : « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français », dans Stéphane Courtois (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Paris, Presses universitaires de France/Fondation pour l'innovation politique, 2011, p. 617-636.

Le deuxième Front national : un parti personnel

Ce décor change brutalement. En 1981, la droite de gouvernement est battue, pour la première fois sous la V^e République. Pour Jean-Marie Le Pen, le moment semble promettre le retour de la troisième droite, ni giscardienne, ni chiraquienne : la « vraie droite » ; de l'autre côté, la gauche se retrouve confrontée aux difficultés des responsabilités gouvernementales, avec le long cortège des déceptions et des frustrations qui les accompagne. Le FN est à son aise, fustigeant la gauche de gouvernement tout en dénonçant la droite d'opposition, dont il moque la mollesse idéologique et les querelles partisans. À partir des élections européennes de 1984, le Front national accède à la visibilité électorale (11 %).

Le jeu politicien accélère l'implantation du FN. Ainsi, au cours des deux décennies 1984-2002, la gauche française a fait de Jean-Marie Le Pen son allié caché. Nul n'ignore, désormais, que Mitterrand réservait à la droite le supplice du choix : soit le rapprochement avec le FN, aussitôt frappé d'indignité, soit la défaite électorale. On se souvient de Mitterrand

demandant aux responsables de la télévision publique de recevoir plus souvent le candidat du FN ; on se souvient de la création et de l'instrumentalisation de « SOS Racisme », du jeu permanent avec « le vote des immigrés » ; on se souvient encore, quelques mois avant les élections législatives de 1986, de l'introduction de la proportionnelle visant à limiter la victoire de la droite en favorisant l'entrée au Parlement d'élus frontistes, etc.

C'est évidemment le FN qui tire le meilleur avantage de l'instrumentalisation dont il est l'objet. Une première performance est accomplie lors de l'élection présidentielle de 1988 où Jean-Marie Le Pen parvient à réunir sur son nom 4,3 millions d'électeurs, soit 14,4 % des suffrages exprimés. Sept ans plus tard, lors de l'élection présidentielle de 1995, il progresse encore, atteignant 15 %, avec plus de 4,5 millions de suffrages.

Le parti se retrouve au centre du tumulte médiatique et politique. Un nombre croissant de personnes s'habitue à entendre son discours, puis à voter pour ses candidats, y compris de nombreux électeurs venus de la gauche communiste et socialiste. De son côté, la droite est acculée. Le 6 septembre 1988, pour couper court aux spéculations nées de la seconde défaite de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, le bureau politique du RPR interdit « toute alliance nationale ou locale avec le FN »².

Ce jeu risqué a profité à la gauche jusqu'à la dissolution de 1997. Mais déjà un signe ne trompe pas : si la gauche accède au pouvoir à la faveur de ces élections précipitées, elle est en réalité devenue dépendante du Front national. En effet, minoritaire en voix, elle n'aurait pu devenir majoritaire en sièges sans la contribution du FN qui amplifie la défaite de la droite par le mécanisme des fameuses « triangulaires ». Le Front national empoisonnera encore la vie de la droite lors des élections régionales de 1998. Dans quelques régions, la droite cède à la tentation de l'alliance – notons que dans tous les cas il s'agit de l'UDF et non du RPR –, avant de reculer piteusement sous le feu des critiques. Mais à la fin, ironie du sort ou justice immanente, c'est au détriment de la gauche que la « tactique Mitterrand » produit son effet le plus violent avec l'élimination de Lionel Jospin, dès le premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril 2002.

2. Cité par Pascal Perrineau, dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au xx^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, p. 501.

2002-2007 : *crise et mort du parti lepéniste*

Cette phase d'implantation et de développement du Front national est presque entièrement réduite à la figure de Jean-Marie Le Pen, jouant habilement de la conjoncture et de toutes les facilités médiatiques et politiques qui lui sont offertes. Les bons résultats électoraux semblent suivre les coups d'éclat, dans un jeu de provocation où la manipulation iconoclaste des drames de la Deuxième Guerre mondiale occupe une place prépondérante. Mais une action politique limitée au coup médiatique ne mène nulle part. Dans un système électoral régulé par le scrutin majoritaire, un parti n'a pas d'avenir sans alliance. Le Front national entre dans une phase critique. Certains de ses membres prônent le changement de stratégie et l'alliance avec la droite. En janvier 1999, Bruno Mégret s'engage sur la voie de la dissidence en créant le Mouvement national républicain (MNR). Il s'agit bien de faire vivre une sorte de FN bis, capable de passer des accords électoraux, c'est-à-dire aussi de prendre part au pouvoir. L'aventure du MNR s'enlise rapidement mais l'élection présidentielle de 2002 montre la pertinence de la question posée. En effet, si le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen (16,8 %) accède au second tour de l'élection présidentielle, les élections législatives (11,3 %) qui suivent ce scrutin mémorable démontrent qu'en réalité un tel résultat est largement contingent et qu'il demeure pour cela sans lendemain.

Simple concours de circonstances, cet exploit marque en fait les limites du lepénisme. À travers Jean-Marie Le Pen, le FN dénonce et proteste mais il n'a élaboré aucune grille d'analyse de la société et n'a conçu aucune véritable stratégie. Il est ainsi frappant de constater que ni Jean-Marie Le Pen ni le FN ne semblent avoir pris la mesure de la droitisation des sociétés européennes et des conséquences d'un nouveau contexte marqué par l'effondrement du communisme, la globalisation et le vieillissement démographique. Jean-Marie Le Pen ira au combat de trop. Il a peut-être vu le processus culturel, politique et médiatique plaçant l'insécurité et l'immigration au cœur du débat public mais il semble avoir pensé qu'il en était le principal responsable et, conséquemment, qu'il en serait l'unique bénéficiaire. Or le succès d'opinion du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy aurait pu amener le chef du FN à comprendre que la singularité de son discours disparaissait peu à peu.

Le troisième Front national : le populisme patrimonial

Le parti s'étant confondu avec son chef, il était tentant d'imaginer qu'il n'y aurait plus de Front national après Jean-Marie Le Pen. Ainsi, nombre d'observateurs ont lu la disparition du FN dans le résultat médiocre obtenu par son vieux champion à l'élection présidentielle de 2007 (10,4 %). Loin de disparaître, le parti s'est engagé dans une phase de profonde transformation. Cette phase correspond à l'arrivée de Marine Le Pen.

Sous l'apparence trompeuse d'une continuité patronymique, il s'agit bel et bien d'une rupture. Le FN se met au diapason du mouvement protestataire européen. Il n'y a ici nulle exception française. Dans presque tous les pays du Vieux continent on peut observer un phénomène politique comparable. Je le désigne sous le terme de « populisme patrimonial »³. Ce nouveau populisme fait fond sur les inquiétudes que la globalisation économique et le vieillissement démographique suscitent chez les Européens. Ces derniers y voient une menace pesant sur leur patrimoine matériel, ou leur niveau de vie, et leur patrimoine immatériel, ou leur mode de vie.

La nature singulière du populisme patrimonial se trouve sans doute dans cette propension manifeste à ranger dans le patrimoine immatériel un ensemble de valeurs, de principes et de règles censé identifier un mode de vie européen ou occidental: les libertés individuelles, l'égalité homme/femme, la laïcité, etc. Hier, les populistes menaçaient la démocratie libérale, suscitant contre eux des mobilisations générales. Aujourd'hui, ils se présentent comme les meilleurs protecteurs du régime des libertés, reprochant aux élites et aux partis de gouvernement de n'avoir pas suffisamment défendu les valeurs libérales, en ayant fait preuve de complaisance face à la montée du multiculturalisme et de l'islamisme engendrée par une politique d'immigration jugée irresponsable. En Europe, c'est en investissant, avec une habileté redoutable, la défense de la société libérale que les partis d'extrême droite ont pu opérer une reconversion vers le populisme patrimonial qui leur assure une audience bien meilleure et leur permet de conquérir une influence beaucoup plus grande. Le mouvement est né aux Pays-Bas, en 2002, lorsque Pim Fortuyn est devenu le pourfendeur médiatique de l'im-

3. Cf. D. Reynié, *Populismes: la pente fatale*, Paris, Plon, 2011.

migration, de l'islam et du multiculturalisme au nom des libertés et de la tolérance, notamment à l'égard de la liberté sexuelle qu'il revendiquait pour lui-même haut et fort.

L'hostilité à l'islam et aux immigrés, point central de la pensée politique d'extrême droite, ne repose plus nécessairement sur l'affirmation raciste pure et simple, ni même sur l'expression d'un mépris xénophobe; elle s'appuie désormais sur une préoccupation affectée pour la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes ou la liberté d'opinion et de la presse. Oui, les populistes assurent aussi défendre les journalistes et les intellectuels. Et, entre 1999 et 2005, les crises suscitées par la publication des *Versets sataniques* ou des caricatures de Mahomet les ont fortement aidés en cela. C'est désormais sur ce thème que se développent les entreprises politiques qui dénoncent l'immigration.

En Europe, sur un plan politique, la double inquiétude patrimoniale a été identifiée par les partis d'extrême droite, tandis que la crise des finances publiques affaiblit la capacité d'action et les performances des partis de gouvernement. Saisissant cette opportunité, les partis d'extrême droite opèrent une reconversion vers ce populisme « patrimonial ». Tantôt nouveaux partis, tantôt anciens partis reconvertis, ils prétendent prendre en charge la défense du patrimoine, matériel et culturel. C'est, par exemple, le Parti du Progrès en Norvège, les Vrais Finlandais, les Démocrates de Suède, le Parti du Peuple Danois, le Parti pour la Liberté, aux Pays-Bas, le Vlaams Belang, en Belgique, le FPÖ autrichien, l'UDC suisse, la Ligue du Nord en Italie, le Laos en Grèce ou le BNP et le UKIP en Grande-Bretagne. En France, le Front national a entamé et presque achevé ce processus de conversion au populisme patrimonial sous l'impulsion d'une nouvelle génération de cadres amenée par Marine Le Pen. L'assise électorale du populisme patrimonial est potentiellement très large car la combinaison des deux types de crainte, à propos du niveau de vie et à propos du mode de vie, lui confère une base sociologique de type interclassiste.

En France, lorsque Marine Le Pen, en décembre 2010, compare l'islam à une « occupation », elle déclenche une réprobation irréfléchie particulièrement inappropriée, l'accusant de marcher sur les pas de son père, peut-être parce qu'elle faisait référence à la Seconde Guerre mondiale, alors qu'elle opérait, au contraire, une rupture avec sa sempiternelle rhétorique. Très différemment, Marine Le Pen est deve-

nue la première représentante du Front national à stigmatiser un adversaire en le qualifiant, finalement, de « nazi ». Ce faisant, elle reprenait à son compte la position du résistant, abandonnant celle du « collabo » que l'on attribua volontiers à son père, et qu'elle a beau jeu de renvoyer à la classe politique et médiatique ébahie. Marine Le Pen a renversé un jeu de références installé de longue date et dans lequel son parti avait la part la plus mauvaise. C'est pour elle un acte de gloire fondateur, un trophée arraché à des adversaires naïfs ou imprudents et qui l'avaient sous-estimée, une victoire emportée sous le regard du public. L'inversion opérée par Marine Le Pen montre que le Front national est engagé dans une phase de conversion au populisme patrimonial venu de l'Europe du Nord. Si les partis que l'on a jusqu'ici situés à l'extrême droite prennent en charge un discours d'hostilité à l'égard de l'immigration au nom de la défense de la démocratie libérale, il devient plus difficile de convaincre les électeurs qui sont tentés de voter pour eux de ne pas le faire.

Le Front national est en train d'opérer cette conversion. Il rompt avec l'extrême droite, fascisante ou réactionnaire, antisémite, passionnée de doctrine et d'idéologie. Les rêves de revanche sont abandonnés. Le temps a passé et ces contentieux ne font plus sens. Certains y voient une stratégie de « dé-diabolisation » qui laisse penser que le parti cherche ou bien à modérer son discours et à rentrer dans le rang, ou bien à dissimuler la permanence du projet initial et antirépublicain. Il paraît plus pertinent de comprendre la mutation du FN comme la formalisation d'une offre nouvelle accompagnée de l'adoption d'une nouvelle stratégie.

Un programme ethno-socialiste

Le discours prononcé par Marine Le Pen, le 11 septembre 2011, à Nice, est emblématique de ce mouvement. Profitant de la disparition du Parti communiste et du fossé qui sépare le Parti socialiste des classes populaires, Marine Le Pen développe un programme fondé à l'évidence sur l'association du socialisme et du nationalisme. Ainsi, elle promet de prendre la défense de ce qui fait l'identité sociale de la France, et de nommer : « notre modèle social, nos services publics, nos retraites » ; de même, quand elle dénonce l'immigration, c'est au motif, selon elle, qu'elle est organisée pour

servir « les intérêts du MEDEF » et « faire baisser les salaires sur le dos des salariés » ; on pourrait ici entendre Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot ou Marie-George Buffet. Au moment où la droite de gouvernement imagine devenir plus populaire en vilipendant les chômeurs qui ne mettraient pas un empressement suffisant à trouver un emploi, Marine Le Pen prend le contrepied en assurant que les emplois non pourvus sont la conséquence du niveau insuffisant des rémunérations. Reprenant la thèse désormais portée par les nouveaux partis populistes d'Europe, elle bâtit à son tour un discours ethno-socialiste. Son objectif n'est plus de dénoncer l'État providence, comme son père avait pris l'habitude de le faire au nom de l'anti-fiscalisme traditionnel des boutiquiers et des petits patrons, mais d'en réserver les bénéfices aux Français : « la solidarité nationale, c'est pour les nationaux ! », version sociale du vieux slogan d'extrême droite : « La France aux Français ! » Les étrangers présents sur le territoire « devront se prendre en charge eux-mêmes ». Il en va de même pour l'emploi, « le peu qui existe doit d'abord profiter aux nôtres » affirme-t-elle, reprenant un thème cher à son père. Quant à la dette publique, elle en liste les causes : l'Union européenne, la fraude sociale, en particulier dans les « cités », l'immigration, les niches fiscales et la décentralisation.

Les ennemis ont les traits de la globalisation. Ce sont les pouvoirs transnationaux inaccessibles et les forces insaisissables qui font disparaître la frontière séparant le dedans du dehors. Marine Le Pen dénonce ainsi « le monstre technocratique à trois têtes », le FMI, la BCE et l'UE, « les puissances d'argent » et, plus loin « les banques et les marchés [qui] sont les nouveaux maîtres » ; et enfin « l'immigration massive » qui est « à la charge du contribuable », alors que « l'assimilation est impossible » car les « cultures sont trop différentes », et ces différences donnent le jour à « des sociétés multiculturelles qui sont des sociétés multiconflictuelles ». Elle dénonce à la suite le recul de la laïcité qu'elle attribue exclusivement à l'islam, citant les prières de rue, le Conseil Français du Culte Musulman, la construction de mosquées et le développement des produits halal. Elle s'arroge la mission de « défendre notre culture, notre identité, les valeurs de notre république ». Marine Le Pen annonce vouloir « après la parenthèse du communisme » fermer « celle de la mondialisation » dans la promotion « d'une économie de marché dotée de frontières

qui protègent et d'un État qui régule ». Elle promet le protectionnisme et la réindustrialisation du pays par le biais d'un « État fort » qui en sera « le fer de lance ». Chef de cet État, elle assure qu'elle sera intraitable: « je gérerai les finances publiques d'une main de fer ».

Ce discours illustre le populisme patrimonial. Il s'adresse aussi bien aux classes populaires qu'aux classes moyennes, aux salariés qu'au petit patronat du commerce de l'industrie et de l'artisanat, aux salariés du secteur privé et à ceux du secteur public. C'est un discours à la fois social et national, parlant aux électeurs de gauche et de droite, se faisant l'écho de toutes les colères et le représentant de toutes les protestations. Ce mélange de socialisme et de nationalisme avait déjà fourni la formule gagnante du « non » de 2005⁴. Ses instigateurs espèrent sans doute qu'elle leur permettra d'abord d'éviter la mort du parti, en effet au bord de la faillite depuis 2007. Mais le véritable projet est plus ambitieux. La troisième vie du Front national doit être celle qui lui assurera le pouvoir au sein de la droite française. Ensuite, il s'agira de conquérir des majorités, locales, régionales et enfin – pour quoi pas ? –, de prendre part au pouvoir national.

Tel est le projet contenu dans le tournant patrimonial du FN. Au cœur d'une crise historique des finances publiques, on doit envisager le haut potentiel électoral d'un parti qui fustige l'immigration, l'insécurité, l'islam, le déficit public, la globalisation, l'Europe et l'euro, les riches et les banquiers, et qui se présente désormais en grand défenseur de l'État providence et du modèle social français. Le 5 mai 2002, avec un programme moins social et dans un environnement économique et budgétaire moins favorable qu'aujourd'hui aux partis protestataires, Jean-Marie Le Pen a frôlé les 18 % de suffrages exprimés. En Europe, le Parti du Progrès norvégien, le parti des Vrais Finlandais ou le Parti de la Liberté aux Pays-Bas ont pu atteindre ou dépasser 20 % des suffrages. Le FPÖ, en Autriche, la Ligue nord en Italie, dans sa région d'influence, ou l'UDC, en Suisse, ont déjà réalisé des scores situés entre 30 % et 35 % des suffrages. C'est un niveau que le nouveau Front national peut imaginer atteindre si toutes les conditions devaient être réunies. Déjà l'usure des partis de gouvernement, la crise économique et financière, ou les scandales de corruption sont favorables au FN.

Le Front national attend beaucoup d'une défaite de Nicolas Sarkozy. L'échec du président sortant est la condition

4. Cf. D. Reynié, *Le Vertige social-national. La gauche du non*, Paris, éditions de La Table Ronde, 2005.

d'une nouvelle histoire. C'est pourquoi le FN s'emploiera activement à favoriser la victoire de la gauche. Plus que de battre le président sortant, il s'agit de précipiter l'explosion de l'UMP qui est censée suivre sa défaite. Le Front national rêve d'un quinquennat où le mécontentement provoqué par la gauche au pouvoir ne trouverait pas d'écho auprès d'une droite défaite et occupée à se quereller. Le Front national se rêve en parti unique... de l'opposition, raflant places et postes lors des scrutins intermédiaires et obtenant ainsi les moyens d'entretenir ses clientèles, d'augmenter ses ressources financières et de tisser à travers tout le territoire le réseau d'élus sans lequel il ne peut pérenniser son influence. Converti au populisme patrimonial, le Front national regarde 2012 comme sa date de renaissance.



Retrouvez le dossier
« **Politique
française** » sur
www.revue-etudes.com

DOMINIQUE REYNIÉ

Le Département d'Éthique publique
des Facultés jésuites de Paris, Centre Sèvres
et la revue *Études*



vous proposent une conférence débat sur le thème :

« Crise de l'euro, crise de l'Europe »
le mardi 8 novembre 2011, à 19 h 30

Centre Sèvres, 35 bis rue de Sèvres, avec

Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen
et **Gaël Giraud**, jésuite, économiste, CERAS, CNRS

La soirée sera animée par
François Boëdec et Pierre de Charentenay